

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES (CCAP)
COMMUN A TOUS LES LOTS*****L'Acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage***

Ministère de l'Aménagement du territoire et de la décentralisation
Ministère chargé des Transports
DGAC / SNA-RP / CRNA-Nord

Représentant de l'Acheteur (RA)

Monsieur le Directeur du Service National d'Ingénierie Aéroportuaire (SNIA)

Conducteur d'opération

Service National d'Ingénierie Aéroportuaire Nord (SNIA-Nord)
Pôle de Paris-Orly
9 rue Champagne
91205 Athis-Mons

Objet du marché

Travaux d'extension de la salle Simulation du bâtiment 1600 (R+1) et rénovation de la salle Supervision du bâtiment 1609 (RDC) du CRNA-Nord sur le site d'Athis-Mons

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GENERALES	4
1-1. Objet du marché	4
1-2. Décomposition en lots, en tranches et en phases	5
1-3. Variantes et prestations supplémentaires éventuelles (PSE)	5
Il n'est pas prévu de PSE.	5
1-4. Intervenants et forme des notifications	5
1-5. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	8
1-6. Contrôle des coûts de revient	10
1-7. Dispositions générales.....	10
1-8. Clauses de réexamen du marché public	14
1-9. Ordres de service	14
1-10. Propriété intellectuelle.....	14
ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	15
2-1. Pièces particulières	15
-2-2. Pièces générales	15
2-3. Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché	15
2-4. Exemple unique.....	15
ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES.....	15
3-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	15
3-2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes	16
3-3. Variation dans les prix	21
3-4. Modalités particulières de paiement.....	23
3-5. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives	23
3-6. Augmentation du montant des travaux.....	23
ARTICLE 4. DELAI DE REALISATION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES	24
4-1. Délai de réalisation.....	24
4-2. Prolongation des délais d'exécution propres aux différents lots	24
4-3. Pénalités pour retard d'exécution applicables à l'ensemble des lots	24
4-4. Autres pénalités	25
4-5. Primes d'avance	26
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	26
5-1. Retenue de garantie	26
5-2. Avances.....	27
ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS	28
6-1. Provenance des matériaux et produits.	28
6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt.....	28

6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits	28
6-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le Maître de l'ouvrage.....	29
ARTICLE 7. REALISATION DES TRAVAUX A PROXIMITE DES RESEAUX ET IMPLANTATION DES OUVRAGES	29
7-1. Déclaration d'intention de commencer les travaux	29
7-2. Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR)	29
7-3. Réalisation des travaux à proximité de réseaux	29
7-4. Piquetage général	29
7-5. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés	29
ARTICLE 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX.....	29
8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux	29
8-2. Etudes d'exécution des ouvrages	30
8-3. Echantillons - Notices techniques - Procès verbal d'agrément.....	31
8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers	31
8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé	34
8-6. Registre de chantier	34
ARTICLE 9. CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX.....	35
9-1. Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux	35
9-2. Réception.....	35
9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage	35
9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages	36
9-5. Documents fournis après exécution	36
9-6. Délai de garantie.....	38
9-7. Garanties particulières.....	38
ARTICLE 10. RESILIATION	39
ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION	40
ARTICLE 13. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	40

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Dans tout ce document, le représentant de l'Acheteur est désigné par l'abréviation RA et le code de la commande publique par l'abréviation CCP.

Le CCAG considéré est issu de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de Travaux.

ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GENERALES

1-1. Objet du marché

A la suite de la mise en service de 4-FLIGHT au CRNA-Nord en décembre 2024, deux nouvelles étapes sont à réaliser pour le calendrier 2025-2026 :

- L'extension de la salle simulation du bâtiment 1600 ;
- Le réagencement et la rénovation de la salle supervision du bâtiment 1609.

Pour des raisons stratégiques et calendaires ces 2 projets sont réunis en une seule opération dont les phases études seront communes et travaux distincts.

Le projet Supervision (Salle A165 du 1609) vise deux objectifs principaux suivants :

- Intégration pérenne des outils de supervision 4 FLIGHT en cohérence avec la nouvelle organisation des outils de la maintenance opérationnelle ;
- Rénovation globale du local de supervision.

Le projet Extension Simu 4-FLIGHT (Salle (SIMATHIS B154 du 1600) vise également les objectifs suivants :

- Extension des postes SIMU déjà existants au RDC de ce bâtiment ;
- Rénovation globale de ce local de simulation.

La présente consultation concerne donc les travaux :

- D'extension de la salle de simulation située au 1er étage du bâtiment 1600,
- De rénovation de la salle de supervision située au rez-de-chaussée du bâtiment 1609.

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants :

CRNA Nord - Bâtiments 1600 (R+1) et 1609 (RDC)
9 rue de Champagne
91200 ATHIS-MONS

Les stipulations techniques des prestations sont décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) applicable au présent marché public.

Les prestations, objet de la présente consultation relèvent de la catégorie 2 au sens du Code du Travail (loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993).

Les prestations pourront faire l'objet de marchés à tranches optionnelles conformément aux dispositions des articles R2113-4 à R2113-6 du CCP.

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, le mandataire du groupement est solidaire, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du Maître d'ouvrage.

1-2. Décomposition en lots, en tranches et en phases

L'opération de travaux est allotie, les prestations portent sur 2 lots désignés ci-après qui sont traités par **marchés à lots séparés** :

LOT 1	Second œuvre et finitions
LOT 2	Génie électrique

Pour l'ensemble des lots, les marchés comportent une tranche ferme et 1 tranche optionnelle désignée ci-après :

Désignation des tranches et phases	
Tranche ferme	La tranche ferme regroupe les prestations à réaliser pour l'extension de la salle simulation au R+1 du bâtiment 1600.
Tranche optionnelle 1	La tranche optionnelle 1 regroupe les prestations à réaliser pour la rénovation de la salle supervision au RDC du bâtiment 1609. Elle se décompose en 2 phases correspondant à la moitié de la surface : <ul style="list-style-type: none"> • Phase 1 : Partie Nord, • Phase 2 : Partie Sud.

1-3. Variantes et prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Les variantes ne sont pas autorisées.
Il n'est pas prévu de PSE.

1-4. Intervenants et forme des notifications

1-4.1. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial au format SNIA mis à disposition dans le DCE et accessible sur demande auprès du SNIA.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, les attestations d'assurance visées à l'article 1-6.3. ci-après.

1-4.2. L'Acheteur

L'Acheteur est :

**Direction générale de l'Aviation Civile (DGAC)
Centre en Route de la navigation Aérienne Nord (CRNA-Nord)**

1-4.3. Représentation de l'Acheteur

L'Acheteur est représenté, sous réserve de changement ultérieur, par :

Monsieur Directeur du Service National d'Ingénierie Aéroportuaire.

Pour l'exécution du marché, le représentant de l'Acheteur est représenté, sous réserve de changement ultérieur, par le chef du pôle d'Orly ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :

- La réception du contrat de sous-traitance et de ses avenants éventuels lorsqu'il en fait la demande. (CCAG art. 3.6.1.5) ;
- La réception d'une copie de la caution personnelle et solidaire mentionnée à l'article L.2193-14 du CCP. (CCAG art. 3.6.2.4) ;
- La réception de l'acte donnant délégation pour paiement aux sous-traitants indirects. (CCAG art. 3.6.2.6) ;
- La réception des demandes du titulaire de constatations contradictoires en cas de carences du Maître d'œuvre et la fixation de la date des constatations. (CCAG art. 12.6) ;
- L'information par le titulaire de l'absence de transmission de l'état d'acompte par le Maître d'œuvre. (CCAG art. 13.2.2) ;
- La réception de la mise en demeure par le titulaire d'établir le décompte général. (CCAG art. 13.4.2) ;
- La réception du décompte général. (CCAG art. 13.4.4) ;
- La communication des résultats des sondages pour le piquetage spécial. (CCAG art. 27.3.1) ;
- La réception du plan de prévention ou du PPSPS dans le cadre de l'article L4532-9 du code du travail. (CCAG art. 28.3) ;
- La réception de la demande du titulaire pour fixer la date des opérations préalables à la réception en cas de carence du Maître d'œuvre. (CCAG art. 41.1.2) ;
- La réalisation des opérations préalables à la réception en cas d'absence du Maître d'œuvre. (CCAG art. 41.1.2).

1-4.4. Formes des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le Maître d'ouvrage et/ ou le Maître d'œuvre procéderont à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement(destinataire).

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire. Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui a été adressé, mentionnées sur le récépissé généré par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire, ne mentionne pas de délai (s) celui-ci (eux-ci) commencent à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire dans PLACE.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Lors de la transmission de l'information via PLACE par le Maître d'ouvrage et/ou le Maître d'œuvre, ceux-ci veilleront à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour via PLACE, le cas échéant.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par le Maître d'ouvrage et / ou le Maître d'œuvre.

En cas d'indisponibilité de la plateforme PLACE, ou en cas de besoin, les notifications pourront être réalisées par voie postale en recommandé avec accusé de réception, ou par remise en main propre contre récépissé, conformément au CCAG.

1-4.5. Conduite d'opération

La fonction de conduite d'opération est assurée par :

Service National d'Ingénierie Aéroportuaire
Représenté par le Département SNIA Nord
Pôle de Paris-Orly
Cellule Conduite d'Opérations - AMO
9, rue de Champagne
Bâtiment 1608 – 1^{er} étage
91205 ATHIS-MONS

Le conducteur d'opération ne dispose d'aucune délégation de signature du Maître d'ouvrage et n'est pas habilité à prendre de décision au nom de celui-ci.

1-4.6. Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

Bureau d'études LBE INGENIERIE
101bis Avenue Eugène Delacroix
91210 Draveil

Il est chargé d'une mission comprenant :

- Les études de diagnostic et d'avant-projet (DIAG-AVP) ;
- Les études de projet (PRO) ;
- L'assistance au Maître de l'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT) ;
- L'examen de la conformité au projet et le visa des études d'exécution réalisées par les entrepreneurs (VISA) ;
- La direction de l'exécution des contrats de travaux (DET) ;
- L'ordonnancement, la coordination et le pilotage du chantier (OPC) ;
- L'assistance au Maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la "Garantie de Parfait Achèvement" (AOR).

Sauf stipulations contraires, la notification des décisions et communications du RA est réalisée par le Maître d'œuvre.

1-4.8. Chargé de prévention de l'Acheteur

L'opération étant à réaliser dans un bâtiment en exploitation, ces travaux relèvent du décret n°92-158 du 20 février 1992 (risques liés à l'interférence entre activités, installations et matériels des entreprises en présence sur un même lieu de travail). **Le conseiller de prévention du Secrétariat Interrégional Nord (SIR-Nord)** est donc associé à la définition des mesures à prendre pour évaluer les risques et mettre en œuvre des solutions pour prévenir tout accident. S'agissant d'un bâtiment opérationnel, il agit systématiquement en coordination avec le service technique de l'Acheteur.

Dans l'enceinte du chantier, placé sous l'autorité du chargé de prévention de l'Acheteur, le chargé de prévention assure la gestion des permis de feu et l'interface avec les services techniques sur les réseaux SSI.

Les services technique et logistique de l'Acheteur sont responsables :

- Du plan de prévention du site ;
- De l'établissement des permis feu ;
- De la consignation des têtes de détection d'incendie.

Les horaires relatifs aux consignations sur site des réseaux énergétiques sont : **8h-17h**.

1-4.9. Contrôle technique

La mission de Contrôle Technique est en cours de consultation.

Le Contrôleur technique est chargé d'une mission comprenant les éléments suivants :

- Missions L+LE ;
- Mission S ;
- Mission TH ;
- Mission F ;
- Mission VIEL.

1-4.10. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)

La mission de Coordination SPS est en cours de consultation.

L'opération, objet du présent marché, relève de la catégorie 3 au sens du Code du Travail (loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993).

1-4.11. Coordonnateur du système de sécurité incendie (CSSI)

Sans objet.

1-5. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel

1-5-1 Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par le Maître d'ouvrage et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

Le titulaire s'engage à ne pas divulguer les renseignements ou documents communiqués par le la DGAC dans le cadre de l'exécution des prestations du présent marché et à faire respecter cette obligation par ses collaborateurs et ses sous-traitants éventuels.

Tout salarié ou sous-traitants intervenant au titre de cette opération devra être informé qu'il est tenu de ne pas divulguer à des tiers qui n'auraient pas qualité pour connaître les informations dont il aurait connaissance dans le cadre des prestations qui lui ont été confiées.

Le titulaire s'engage à respecter et à faire respecter par ses personnels les règles en vigueur et les jours et heures d'accès au site qui lui seront communiqués par le responsable de l'opération.

Le titulaire travaillera dans un site occupé en activité et devra limiter au maximum les nuisances occasionnées lors de ses interventions notamment en termes de bruits et de salissures.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4.4.7, ci-après.

1-5-2 Sites sensibles de la DGAC

Les sites visités sont classés et à ce titre les candidats sont tenus à une obligation de discrétion. Ils sont personnellement responsables de la conservation des plans, croquis d'exécution ou documents divers qui lui seront remis par l'Acheteur ou de la personne publique en vue de l'exécution du marché, ou pour toute autre cause.

Le titulaire et son personnel ne peuvent être admis à pénétrer et à circuler dans l'établissement qu'après s'être munis de titres d'accès spéciaux qui leur seront délivrés sur leur demande et à leurs frais, pour la durée du marché, par les services de sécurité. La demande sera présentée au service compétent dans les délais qui seront notifiés.

Le titulaire devra supporter toutes les conséquences qu'entraînerait tout refus de laissez-passer que les services auront jugé utile, sans que ces derniers aient à en faire connaître le motif.

L'attention du titulaire est particulièrement attirée sur les points suivants concernant directement les représentants désignés pour le suivi du chantier :

- L'accès à la plateforme DGAC est soumis à une enquête gendarmerie préalable à la délivrance d'autorisation. Les titulaires devront supporter toutes les conséquences qu'entraînerait tout refus de laissez-passer que les services auront jugé utile, sans que ces derniers aient à en faire connaître le motif.
- Les conditions de circulation et de stationnement propres à l'établissement sont précisées dans le règlement intérieur de du complexe DGAC d'Athis-Mons.
- Les travaux sont réalisés en milieux occupés et en site opérationnel. L'organisation du chantier doit intégrer le maintien de l'activité des services environnants.
- Les titulaires devront s'assurer de la présence sur site d'un interlocuteur s'exprimant en français.

1-5-3 RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et le Maître d'ouvrage est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par le Maître d'ouvrage ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter le Maître d'ouvrage afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016. En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue au présent article 4.4.8., ci-après.

1-6. Contrôle des coûts de revient

Sans objet.

1-7. Dispositions générales

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>

1-7.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 50.3.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre à l'Acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-7.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1-7.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre à l'Acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du
ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit à l'Acheteur une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-7.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre à l'Acheteur les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, l'Acheteur, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 50.3 du CCAG.

c/ Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai l'Acheteur de cet affichage.

A défaut, tout manquement fera l'objet d'une pénalité dans les conditions définies à l'article 4-4.6., ci-après.

1-7.3. Responsabilités et Assurances

1-7.3.1 Responsabilités

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

1-7.3.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le(s) titulaire(s) et ses(leurs) sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'Acheteur et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Les polices d'assurance doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants, adaptés au risque de l'opération objet du marché :

- Dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- Dommages matériels et/ou immatériels : 750 000 € par sinistre.

1-7.3.3 Assurances de responsabilité civile décennale :

Le contrat d'assurance est conforme à l'obligation d'assurance prévue par l'article L. 241-1 du code des assurances ainsi qu'aux clauses types énoncées à l'annexe 1 de l'article A 243-1 du même code.

S'agissant de la réalisation d'ouvrages dont le coût prévisionnel des travaux et honoraires est inférieur à 15 millions d'euros HT, le(s) titulaire(s) déclare(nt) avoir souscrit une police de responsabilité civile décennale en capitalisation en état de validité au jour de l'ouverture du chantier le(s) garantissant pour les travaux confiés.

Cette police comporte les garanties suivantes :

- Garantie effondrement avant réception ;
- Responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles ;
- Dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la responsabilité civile décennale du titulaire.

L(es) entreprise(s) titulaire(s) justifie(nt) de sa(leur) police d'assurances individuelle de responsabilité civile décennale par une attestation d'assurances conforme à l'article A 243-2 et suivants du code des assurances et émanant de sa(leur) société d'assurances.

Chaque entreprise devra être en mesure de justifier de l'état d'assurance de ses sous-traitants au fur et à mesure de leur désignation. Les stipulations du contrat des dits sous-traitants devront prévoir au minimum, la couverture de la réparation des dommages de la nature de ceux qui engagent la responsabilité civile décennale des constructeurs au sens des articles 1792, 1792-2, et 1792-4-1 du Code civil.

1-6.3.4 Dispositions communes

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le(s) attributaire(s) du(es) marché(s) aura(ont) fourni une attestation avant la notification du marché, émanant de sa(leur) compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses(leurs) sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Pendant toute la durée de l'exécution de son(leur) marché, le(s) titulaire(s) adresse(nt) ces attestations à l'Acheteur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure.

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le(s) titulaire(s) justifie(nt), y compris pour ses(leurs) éventuels sous-traitants, qu'il(s) acquitte(nt) ses(leurs) primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs...) est notifiée au Maître d'Ouvrage.

Le(s) titulaire(s) mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage(nt) à obtenir de son(leur) assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture d'un titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le Maître d'ouvrage.

1-7.4. Réalisation de prestations similaires

Sans objet.

1-7.5. Clauses sociales et environnementales

1-7.5.1. Clauses sociales

Sans objet

1-7.5.2. Clauses environnementales

En plus des articles 7 et 36 du CCAG dont il est fait application, conformément à l'article n°20.2 du CCAG, les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

Ces conditions sont les suivantes :

- Respect des dispositions identifiées dans le SOGED.

1-7.6. Autres dispositions générales

En complément de l'article 17.3 du CCAG, en cas de pertes, avaries ou dommages provoqués sur ses chantiers par un phénomène naturel qui n'était pas normalement prévisible ou en cas de force majeure, toute indemnisation du titulaire est en outre subordonnée à la preuve que les sommes réclamées n'ont fait l'objet, et ne pouvaient faire l'objet, d'aucun règlement au titulaire par son ou ses assureurs.

1-8. Clauses de réexamen du marché public

Sans objet

1-9. Ordres de service

L'ordre de service est la décision du Maître d'œuvre ou de l'Acheteur qui précise les modalités d'exécution de tout ou partie des prestations qui constituent l'objet du marché.

Sous réserve de l'article 50-2-1 du CCAG et par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG, le titulaire se conforme aux ordres de services qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

Par dérogation à l'article 3.8.1 du CCAG, l'accusé de réception d'un OS sous PLACE vaut notification.

1-10. Propriété intellectuelle

Pour les prestations couvertes par des droits de propriété intellectuelle, les stipulations du chapitre 6 du CCAG s'appliquent.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini à l'article 3-3.2 ci-après.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG travaux, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

2-1. Pièces contractuelles

- L'Acte d'Engagement et ses annexes éventuelles, en particulier les actes spéciaux de sous-traitance, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RA fait seul foi ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RA fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), ses annexes 1 à 4 et l'ensemble des pièces graphiques, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RA fait seul foi.

-2-2. Pièces générales

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié.
- Le cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux marchés publics de Travaux, approuvé par les arrêtés du 7 octobre 2021 et du 28 mai 2018 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié
- L'ensemble des normes précisées dans le CCTP et de manière générale, toutes les normes relatives aux prestations faisant l'objet du présent marché.

2-3. Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché

- Les avenants ;
- Les actes spéciaux définis et établis dans les conditions prévues respectivement aux l'articles 1-4.1 et 1-4.3 ci-avant.

2-4. Exemple unique

Conformément à l'article 4.2 du CCAG, l'exemple unique sera remis sur demande du titulaire.

2-52. Pièces non contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1, la pièce suivante qui pourrait être assimilée à « un élément de décomposition de l'offre financière du titulaire » n'est pas contractuelle :

- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3-1. Tranche(s) optionnelle(s)

3-1.1. Délais limites de notification

Les délais limites de notification par ordres de service de la décision d'affermissement de chacune

des tranches sont précisés ci-après, à compter de l'origine du délai d'exécution de la tranche ferme :

Tranche	Délai
Optionnelle 1	12 mois

Par dérogation à l'article 18.3 du CCAG, en cas de prolongation du délai d'exécution ou de retard dans l'exécution d'une tranche, les délais d'affermissement de toutes les autres tranches sont prolongés d'autant.

3-1.2. Indemnité de dédit

Sans objet.

3-1.3. Indemnité d'attente

Sans objet.

3-2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

En cas de co-traitance, le règlement est effectué sur comptes séparés, que le groupement soit conjoint ou solidaire.

3-2.1. Prix du marché et TVA

Les prix du marché sont hors TVA et sont établis en tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché (y compris dans le cahier des clauses techniques particulières) et en tenant compte notamment des sujétions d'exécution particulières suivantes :

- Des frais induits par la législation du travail concernant la sécurité et la protection de la santé des travailleurs ;
- Des dépenses liées aux mesures particulières concernant les modalités définies par les PPSPS et les plans de prévention Hygiène et Sécurité de la notification du marché à la fin du délai de garantie de bon fonctionnement ;
- Des frais induits par l'exécution des travaux divers d'installation, de signalisation et de protection du chantier ;
- Des frais induits par toutes sujétions de coupes et de calepinage suivant demande de l'Acheteur ;
- Des frais relatifs à la nécessité de travailler en horaires décalés pour respecter les délais contractuels (travail en plusieurs postes et/ou pendant les jours normalement non ouvrés) ;
- Des frais de nettoyage de chantier, des frais d'évacuation et de suivi des déblais et déchets d'un chantier et de son environnement immédiat, propres et libres de tous déchets ;
- Des frais de remise en état des lieux à la fin des travaux et de nettoyage avant réception ;
- Des intempéries et autres phénomènes naturels qui ne relèvent pas des cas de catastrophes naturelles assimilables à la force majeure ;
- Des frais éventuels d'éclairage de chantier en cas de maintien des blindages existants ;
- Des frais d'assurance ;
- Des dépenses communes de chantier, si de telles dépenses sont prévues à l'article 3-2.8, ci-après.

3-2.2. Facilités fournies par l'Acheteur à titre gratuit

Outre les facilités dont pourrait bénéficier l'entreprise pour l'installation de ses chantiers, en application de l'article 8-4.1 ci-après, et par dérogation à l'article 9.1.1 du CCAG, le Maître d'ouvrage fournira à titre gratuit les prestations suivantes :

- Un base vie comprenant, vestiaires, sanitaire et réfectoire ;
- Un point de branchement à l'électricité ;
- Un emplacement pour le stockage des matériels et équipements ;
- Une salle de réunions et si besoin, un local pour le conducteur de travaux ;
- Une aire de stationnement pour les véhicules.

3-2.3. Règlement des comptes

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par application d'un prix global forfaitaire.

Tout prix nouveau fait l'objet d'un OS signé du Maître d'œuvre ou d'un avenant dans les conditions fixées à l'article 13 du CCAG.

En l'absence de la décision prévue à l'article 14.4.2 et par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché sans un avenant ou un OS signé par le Maître d'œuvre dans les conditions de l'article 13 du CCAG.

Par dérogation à l'article 13 du CCAG, en cas d'accord avec le titulaire, l'Acheteur peut prescrire à ce dernier des prestations supplémentaires ou modificatives sans passer par un ordre de service préalable. Dans ce cas, l'Acheteur pourra passer directement un avenant avec le titulaire sans qu'un ordre de service préalable n'ait été nécessaire.

Ces prix deviennent définitifs dès la signature de l'avenant.

3-2.4. Sous-détail ou décomposition supplémentaire de prix

Sur simple demande du Maître d'œuvre, le titulaire fournira les sous-détails et décompositions de prix dans les 5 jours suivant la demande. La composition de ce document est précisée à l'article 8-1 ci-après.

3-2.5. Modalités du règlement des comptes du marché

Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes :

Le calcul des décomptes et des acomptes est effectué par le système de gestion et d'exécution des marchés du ministère (GEMME), ou sur simple tableau Excel, sur lequel le titulaire du marché peut obtenir toute information souhaitée auprès du Maître d'œuvre.

Pour la bonne utilisation de ce système, il est dérogé aux 1.1, 1.7 et 3.1 de l'article 12 du CCAG travaux dans les conditions suivantes :

A. Décomptes et acomptes mensuels

Avant la fin de chaque mois, le titulaire remet uniquement au Maître d'œuvre un projet de décompte mensuel assorti du calcul des quantités prises en compte faisant ressortir les quantités ou pourcentages arrêtés à la fin du mois précédent, des prestations réalisées depuis le début du marché. Il contient pour les travaux à l'entreprise, une référence à tous les prix du marché provisoires ou définitifs. Le projet de décompte indiquera la répartition des sommes dues à chacun des co-traitants. La remise de cet état implique les mêmes effets que celle du projet de décompte notamment pour ce qui est du délai global de paiement.

Le projet de décompte mensuel, établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le Maître d'œuvre qui le transmet au système GEMME. Le système édite en application des clauses du marché, le décompte et l'état de règlement.

Le Maître d'œuvre notifie au titulaire, par ordre de service, l'état de règlement, l'état de prestations et le projet de prestation mensuel à utiliser le mois suivant. La remise de cet état implique les mêmes effets que celle de l'état d'acompte mensuel tel que défini à l'article 12.2.1 du CCAG travaux.

B. Décompte final

Le titulaire valide et adresse simultanément au Maître d'ouvrage et au Maître d'œuvre, sous 30 jours à compter de la notification de la décision de réception des travaux, le projet de décompte final établi par GEMME indiquant les quantités totales des prestations réellement exécutées. Ce projet de décompte final prend en compte les prestations afférentes au dernier mois d'exécution. Si le marché est passé avec un groupement qui ne dispose pas d'un compte unique, le projet de décompte indiquera la répartition des sommes dues à chacun des co-traitants.

Ce projet de décompte final tient lieu de projet de décompte final mentionné au CCAG travaux.

Le titulaire est lié pour les indications figurant sur le projet de décompte final, sauf sur les points ayant fait l'objet de réserves et/ou réclamations antérieures de sa part.

Le projet de décompte final établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le Maître d'œuvre, qui le transmet au système GEMME. Le système édite alors le décompte final, l'état du solde et la récapitulation des acomptes et du solde formant le décompte général.

Ce décompte général est établi avec les derniers index de référence connus.

Sous 10 jours à compter de la connaissance des index définitifs, un calcul du solde des révisions est effectué et notifié au titulaire. Le paiement de ce montant intervient dans le délai défini à l'article 3-2.6, ci-après.

Si le RA n'a pas notifié le décompte général dans les délais stipulés à l'article 12.4.2 du CCAG, par dérogation au 12.4.4 du CCAG, le titulaire met en demeure le RA d'y procéder avec copie au Maître d'œuvre. L'absence de notification au titulaire du décompte général, signé par le RA dans un délai de 15 jours à compter de la réception de cette mise en demeure, autorise le titulaire à saisir le tribunal administratif.

Si un sous-traitant du titulaire met en demeure le Maître d'ouvrage de lui régler directement certaines sommes qu'il estime lui être dues par le titulaire au titre du contrat de sous-traitance, en application des dispositions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du CCP, le représentant du Maître d'ouvrage peut retenir les sommes réclamées sur celles qui restent à payer au titulaire. Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt.

Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, le représentant du Maître d'ouvrage paie le sous-traitant et les sommes dues au titulaire sont réduites en conséquence.

3-2.6. Modalités de transmission et de paiement

3-2-6-1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Le terme "facture" désigne dans le présent marché "le projet de décompte". Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les titulaires de marchés conclus avec l'Etat.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

☞ **Attention à cocher « NON » dans la zone « le destinataire est-il un service de l'Etat ? » ***

* En effet, si la DGAC est bien un service du Ministère de l'Aménagement du territoire et de la Décentralisation, il n'est techniquement pas reconnu comme service de l'Etat dans le portail "Chorus Pro".

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

La DGAC n'intègre pas de mission de Maîtrise d'œuvre dans son processus de paiement. La production, la complétude et l'acceptation du Projet de Décompte ne pourra s'effectuer de manière dématérialisée.

Ainsi, le Projet de Décompte visé par le Maître d'œuvre devra être directement déposé par le titulaire avec l'ensemble des éléments comptables qui devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Cadre de facturation : **A1** ;
- Le numéro de marché « qui sera transmis lors de sa notification » ;
- Le numéro de SIRET de la DGAC : **12006401900074** ;
- Le code du service exécutant de la dépense : **32** ;
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis lors de la notification du marché ».

En cas de sous-traitance et pour que la DGAC effectue des paiements directs à son attention, l'entreprise sous-traitante devra effectuer le dépôt sur Chorus Pro.

Ainsi, la facture du sous-traitant, visée par le Titulaire (Bon pour accord ou certificat de paiement joint) devra être directement déposée et devra comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Cadre de facturation : **A9** ;
- Le numéro de marché ;
- Le numéro de SIRET de la DGAC : **12006401900074** ;
- Le numéro de SIRET du titulaire ;
- Le code du service exécutant de la dépense : **32** ;
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis lors de la notification du marché ».

3-2-6.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

3-2.7. Approvisionnements

Par dérogation à l'article 10.4 du CCAG, il n'est pas prévu de prise en compte des approvisionnements dans le versement des acomptes.

3-2.8. Répartition des dépenses communes de chantier

Les stipulations du CCAG sont applicables.

3-3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3-3.1. Révision des prix

Les prix sont révisables par application de formules représentatives de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.

3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement. Ce mois est réputé correspondre à celui de la date à laquelle le candidat a fixé son prix remis dans son offre finale.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

3-3.3. Choix des index de référence

Les index de référence **I** choisis en raison de leurs structures pour la révision des travaux faisant l'objet du marché sont :

Lot	Index	Prix
Lot 1	BT50	Tous prix
Lot 2	BT47	Tous prix

Ces index sont publiés :

- sur le site de l'INSEE (base 100 – année 2010) ;
- Sur le site du ministère en charge du calcul des index BTP.

La variation des prix ne s'applique pas aux pénalités, aux primes, aux retenues, ni aux indemnités.

3-3.4. Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision **Cn** est donné par la formule :

$$\mathbf{Cn = 0,15 + 0,85 \times (In / Io)}$$

avec : **Io** = Dernière valeur de l'index de référence I connue au mois d'établissement des prix :

In = Dernière valeur de l'index de référence I connue au mois de réalisation des prestations.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard ont pour objet de réparer un préjudice subi par le Maître d'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- Le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le Maître d'ouvrage et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Le Maître d'ouvrage règle le sous-traitant sur la base d'une facture hors taxe et la TVA correspondante est versée au titulaire qui procède à son autoliquidation. Dans le cas particulier de l'avance versée à un sous-traitant à paiement direct, le titulaire doit également autoliquider la TVA correspondante.

3-4. Modalités particulières de paiement

Si le marché est passé avec un **groupement**, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à leur payer, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'annexe de l'acte d'engagement.

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- Le sous-traitant respecte les prescriptions de l'article 3-2.6.1. ci-avant. Le titulaire du marché dispose d'un délai de 15 jours pour la valider.
- Dans le cadre des marchés de travaux, conformément à l'article 12.5.1 du CCAG Marchés de travaux, la Maîtrise d'œuvre reçoit la demande de paiement du sous-traitant.
- Chorus Pro notifie par courriel au titulaire l'émission d'une demande de paiement d'un sous-traitant.
- L'Acheteur procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.6 ci-avant, compté à partir de la réception par le Maître d'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le l'Acheteur de l'avis postal mentionné au troisième alinéa ;
- L'Acheteur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant ;
- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au Maître d'ouvrage une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

3-5. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives

Toute prestation supplémentaire ou modificative pour laquelle le marché n'a pas prévu de prix fait l'objet d'un ordre de service fixant provisoirement un prix nouveau. Cet OS fait suite à une consultation du titulaire par le Maître d'Œuvre et à un accord du Maître d'Ouvrage.

En cas d'accord avec le titulaire, les prix nouveaux provisoires deviennent définitifs par voie d'avenant.

Dans le silence du titulaire dans un délai de 30 jours, à compter de la notification de l'OS, ces prix provisoires deviennent définitifs et ne font pas l'objet d'un avenant. Ces prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois M0.

En cas de prestations supplémentaires relatives à des prix déjà fixés dans la DPGF, les prix indiqués dans la DPGF seront utilisés pour rémunérer ces prestations.

3-6. Augmentation du montant des travaux

En l'absence de la décision prévue à l'article 14.4.2 et par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché sans notification d'un OS préalable du Maître d'œuvre pris avec accord du Maître d'Ouvrage.

Cet OS précise a minima le nouveau montant contractuel global autorisé.

En application de l'article 14.5 le Maître d'œuvre fait part au titulaire de l'estimation prévisionnelle qu'il fait de ce nouveau montant et des conséquences éventuelles sur le délai d'exécution du marché.

Les travaux qui seront exécutés au-delà de ce nouveau montant contractuel ne seront pas payés.

ARTICLE 4. DELAI DE REALISATION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES

Les pénalités ne présentent aucun aspect libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément.

4-1. Délai de réalisation

Le délai d'exécution de l'ensemble des lots est fixé à l'article 3 de l'acte d'engagement.

Les délais d'exécution propres à chacun des lots s'insèrent dans ce délai d'ensemble, conformément au calendrier détaillé d'exécution visé au 4-1.2 ci-après.

4-1.1. Calendrier prévisionnel d'exécution

Le planning prévisionnel d'exécution du MOE est joint en annexe 1 du CCTP.

4-1.2. Calendrier détaillé d'exécution

- A. Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le Maître d'œuvre (ayant pour mission complémentaire OPC) après consultation des titulaires des différents lots.
- B. Le délai d'exécution propre à chacun des lots commence à courir à la date fixée dans le calendrier détaillé d'exécution.
- C. Pour chacun des marchés le délai de 6 mois prévu à l'article 50.2.1 du CCAG est majoré de l'intervalle de temps, résultant du calendrier détaillé d'exécution, qui sépare les dates probables de départ des délais d'exécution propres à chaque lot, dates fixées par l'ordre de service visé à l'article 3 de l'acte d'engagement.
- D. Au cours du chantier et avec l'accord des différents titulaires concernés, le responsable de l'OPC peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots fixé à l'article 3 de l'acte d'engagement.
- E. Le calendrier initial visé en A, éventuellement modifié comme il est indiqué en D, est notifié par un ordre de service à tous les titulaires.

4-2. Prolongation des délais d'exécution propres aux différents lots

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

4-3. Pénalités pour retard d'exécution applicables à l'ensemble des lots

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues, suite à procédure contradictoire conformément à l'article 19.2.4 du CCAG. Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées. De même, par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG, le titulaire

est redevable des pénalités à partir du 1er euro.

4-3.1. Pénalités pour retard d'exécution

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG, le titulaire subit en cas de retard dans l'achèvement des travaux, une pénalité journalière de 500 €.

4-3.2. Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG, le titulaire subit en cas de retard dans l'achèvement des travaux, une pénalité journalière de 500 €.

4-4. Autres pénalités

Les dispositions des articles 19.1.3 et 19.2.4 du CCAG s'appliquent à toutes les pénalités autres que retard d'exécution, sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

4-4.1. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Les stipulations du CCAG sont seules applicables, compte tenu du complément suivant :

- A la fin des travaux, dans le délai de 15 jours à compter de la date de la décision de réception, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier ;
- En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG, sans préjudice d'une pénalité journalière de 200€.

4-4.2. Documents fournis après exécution

En cas de retard dans la fourniture des documents telle qu'elle est prévue à l'article 9-5, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 200 €.

4-4.3. Période de préparation

En cas de non-respect de l'ensemble de ses obligations prévues pendant la période de préparation fixées à l'article 8-1 ci-après, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 200 €.

4-4.4. Rendez-vous de chantier

Les comptes-rendus de chantier valent convocation de l'entreprise dont la présence est requise. Les rendez-vous de chantier sont fixés par le Maître d'œuvre. En cas d'absence à la réunion de chantier le titulaire encourt une pénalité fixée à 200 €.

4-4.5. Non-respect des clauses environnementales

En cas de non-respect des clauses environnementales précisé au chapitre 1-7.5.2 ci-avant, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500€ par constatation.

4-4.6. Carence dans l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés

A défaut d'affichage dans les délais et conditions définies à l'article infra, il sera fait application d'une pénalité d'un montant de 1000€ pour chaque travailleur détaché pour lequel le défaut d'affichage est constaté. Cette pénalité a un caractère définitif.

4-4.7. Non-respect des clauses de confidentialité

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-4 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 200 €.

4-4.8. Non-respect de la réglementation RGPD

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-5.3 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 200 €.

4-4.9. Non-respect des obligations en matière de sécurité des travailleurs

En cas de non-respect des préconisations du CSPS, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 € par constatation

4-4.10. Non-respect des obligations en matière de sureté

En cas de non-respect des obligations de sureté lié au site, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1000 € par constatation.

4-5. Primes d'avance

Sans objet.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE**5-1. Retenue de garantie**

Une retenue de garantie de 5 % est exercée sur les acomptes par le comptable assignataire des

paiements.

Si le titulaire du marché est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de la retenue de garantie est limité à 3 %.

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire à la retenue de garantie. Cette garantie à première demande ou cette caution personnelle et solidaire est constituée pour le montant total du marché. En cas d'avenants, elle doit être complétée.

Dans l'hypothèse où la garantie à première demande ou la caution personnelle et solidaire ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

5-2. Avances

Les avances sont régies par l'option A de l'article 10.1 du CCAG.

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant du marché (quel que soit la tranche) diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à 20 % du montant initial TTC du marché si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à 20 % de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Si le titulaire du marché est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de l'avance est porté à 30 %.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.6 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché. La période de préparation est comprise dans la durée d'exécution du marché.

Les modalités de remboursement de l'avance sont les suivantes :

- Le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement au prorata de l'avancement de réalisation des prestations ;

Si le marché est passé avec un **groupement (qu'il soit conjoint ou solidaire)**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination et de remboursement du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RA. Le montant de cette avance est calculé sur le montant TTC des prestations sous-traitées. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

6-1. Provenance des matériaux et produits.

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au Maître d'œuvre avec tous les documents justificatifs, au minimum un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

6-3.1. Complément et dérogations

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

6-3.2. Vérifications ou surveillance de la fabrication

Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

6-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le Maître de l'ouvrage.

Sans objet.

ARTICLE 7. REALISATION DES TRAVAUX A PROXIMITE DES RESEAUX ET IMPLANTATION DES OUVRAGES

7-1. Déclaration d'intention de commencer les travaux

Sans objet.

7-2. Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR)

Le titulaire doit s'assurer que tous ses salariés et ceux de ses sous-traitants intervenant à proximité de ces réseaux, y compris les conducteurs d'engins de chantier, justifient d'une attestation AIPR « Opérateur ».

Il s'engage à communiquer à la demande du Maître d'ouvrage la copie des attestations AIPR de ses intervenants et de ceux de ses sous-traitants.

7-3. Réalisation des travaux à proximité de réseaux

Le titulaire doit tenir compte des informations fournies par le Maître d'ouvrage notamment celles concernant l'implantation de ses réseaux situés dans l'emprise des travaux à réaliser.

7-4. Piquetage général

Sans objet

7-5. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Sans objet

ARTICLE 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation dont la durée est fixée à l'article 3-1 de l'Acte d'Engagement.

En complément de l'article 28.1 du CCAG la prolongation de la période de préparation par ordre de service du Maître d'œuvre ne peut intervenir qu'après accord express du maître d'ouvrage.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

- Par les soins du Maître d'œuvre :
 - Validation du calendrier d'établissement des documents d'exécution en concertation avec les titulaires ;
 - Notification du calendrier détaillé d'exécution élaboré par le titulaire et visé à l'article 4-1.2 ci-avant ;
 - Validation des procédures d'exécution des prestations qui le nécessitent.

- Par les soins du titulaire, dans **un délai de 1 semaine** suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation et par dérogation à l'article 28.2.3 du CCAG, établissement et présentation au visa du Maître d'œuvre :
 - Du programme d'exécution des travaux ;
 - Du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires ;
 - Du planning détaillé des travaux mentionnant le chemin critique des tâches à exécuter ;
 - Du SOGED définitif, issu de la proposition remise à l'appui de l'offre.
- Par les soins du titulaire, dans **un délai de 14 jours** suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation et aux conditions précisées à l'article 8-2 ci-après :
 - Désignation des représentants d'équipe de direction pour la conduite des travaux, des représentants de cotraitant en cas de groupement, etc. ;
 - Etablissement de la liste des personnes susceptibles de représenter le titulaire aux réunions de chantier sur la plateforme DGAC ;
 - Etablissement et présentation des fiches produits ;
 - Etablissement du sous-détail des prix de la DPGF, conformément à l'article 9.3 du CCAG, à la demande et suivant la sélection du Maître d'œuvre :
 - Les déboursés ou frais directs, décomposés en dépenses de salaires et indemnités du personnel, charges salariales, dépenses de matériaux et de matières consommables, dépenses de matériel ;
 - Les frais généraux, d'une part, les impôts et taxes, d'autre part, exprimés par des pourcentages des déboursés 1° ci-dessus ;
 - La marge pour risques et bénéfices, exprimés par un pourcentage de l'ensemble des deux postes précédents.
 - Etablissement et présentation des documents pour la remise des badges dans les conditions fixées au 1-5.2 du CCAP.
- Par les soins du titulaire, **dans le délai de 28 jours** suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation Etablissement et remise au Maître d'œuvre, dans les conditions prévues à l'article 8-2 du présent CCAP, des études d'exécution nécessaires pour le début des travaux.
- Par les soins du titulaire, dans **un délai de 1 semaine** à compter de la demande de l'approbateur, établissement et présentation des mises à jour des documents précités.

Par dérogation à l'article 28.2.3 3^{ème} alinéa du CCAG, les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du Maître d'œuvre et des récépissés des seules DICT indispensables au début des travaux.

8-2. Etudes d'exécution des ouvrages

Les études d'exécution des ouvrages sont établies par le titulaire et soumises au visa du Maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 29.1.4 du CCAG, ces documents sont fournis sous forme de fichier informatique dans les formats et caractéristiques suivants :

- Les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad, les autres documents, ppt, doc, xls, pour Microsoft Office sxw, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf ;
- Ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites.

Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre.

Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

Conformément à l'article 29.1.5 du CCAG, les travaux de chaque ouvrage ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du Maître d'œuvre sur les études d'exécution nécessaires au démarrage des travaux.

8-3. Echantillons - Notices techniques - Procès verbal d'agrément

Le titulaire est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques et procès-verbaux d'agrément demandés par le Maître d'œuvre et ce dans les délais prévus par celui-ci.

8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers

Pour l'application des articles 31 à 34 du CCAG, le titulaire doit tenir compte des compléments suivants :

8-4.1. Installation des chantiers de l'entreprise

Par dérogation aux articles 9.1.1 et 31.1.2 du CCAG, l'installation de chantier de l'entreprise bénéficie des facilités offertes par l'Acheteur et précisées à l'article 3-2.2 ci-avant.

L'Acheteur met à disposition du titulaire, une base vie, ainsi qu'une zone d'accueil pour qu'il puisse réaliser les installations suivantes :

- Clôtures des zones de stockage, conformément à l'article 8-4.2 ci-après ;
- Panneau d'information et signalisation de chantier ;
- Stationnement des véhicules.

Dans le cas où le titulaire souhaite disposer du restaurant administratif de la DGAC, son accès sera contraint à l'utilisation d'une tenue civile.

8-4.2. Transport et stockage

Outre la fabrication et la pose des éléments, le titulaire a à sa charge toutes les fournitures et main-d'œuvre nécessaires à leur transport, leur montage et leur conservation avant et après pose.

Le transport, le stockage et la manutention doivent s'effectuer avec toutes les précautions utiles afin d'éviter toutes déformations nuisant à la résistance, à l'aspect ou à la pose des éléments.

L'ensemble de ces opérations est effectué avec des moyens adéquats et non improvisés, suivant les prescriptions des fabricants.

Les matériaux devront être stockés à l'abri des intempéries, des chocs et des salissures dans des locaux parfaitement secs et aérés. Les éléments présentant des fissures, abîmés ou épaufrés seront refusés.

Le titulaire doit les stockages avec aménagement des zones affectées, compris démontage et enlèvement des aménagements à l'achèvement de ses travaux. Aucun déchet ne sera stocké sur place après achèvement des travaux.

Conformément au plan de principe d'installation de chantier, l'emplacement de stockage des matériaux et matériels de chantier devra être clôturé par le (Barrières de type Heras de 2m de hauteur).

8-4.3. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

A - Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur SPS.

L'intervenant qui a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement.

Les dispositifs de sécurité (échafaudage de façade, filet de protection, etc.) mis en place par un intervenant pour l'exécution de ses prestations spécifiques ne peuvent être déplacés ou modifiés que par celui-ci.

Ces installations restent sur le chantier tant qu'elles sont nécessaires à un corps d'état quelconque dans la limite des calendriers contractuels.

B - Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le Maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

C - Moyens donnés au coordonnateur SPS

1. Libre accès du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

2. Obligations du titulaire

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au Maître d'ouvrage.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Dans les 5 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants, il tient à sa disposition leurs contrats ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par le coordonnateur SPS ;
- La copie des déclarations d'accidents de travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé à l'article 2 du présent CCAP.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS :

- De toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet ;
- De son/ses intervention(s) au titre de la Garantie de Parfait Achèvement (GPA) ;

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur SPS

A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le Registre Journal de la Coordination.

D - Obligation du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions du code du travail (4^{ème} partie, livre V, titre III) et les stipulations du présent marché relatives à la coordination SPS.

8-4.4. Propreté du chantier

8-4.4.1. Nettoyage régulier

Gage de sécurité et de qualité, la propreté du chantier s'entend sur la zone d'évolution des travaux, sur la zone de stockage, la zone des installations d'hygiène et leurs abords immédiats. Le chantier devra toujours être tenu en parfait état de propreté et chaque entrepreneur prendra toutes dispositions à cet effet. En cas de non-respect des prescriptions et exigences précisées ci-après, sur injonction du coordonnateur SPS ou constat du Maître d'œuvre, ce dernier se réserve le droit de faire appel à une tierce entreprise pour y remédier, aux frais du titulaire.

8-4.4.2. Nettoyage de fin de chantier

Le nettoyage de fin de chantier avant réception des travaux sera réalisé par le titulaire.

Ils seront soumis aux conditions et prescriptions du Cahier des Prescriptions Techniques Général du CSTB - DTU n°59 – Titre II et font implicitement partie des prestations dues dans le cadre du présent marché.

Les nettoyages devront faire disparaître les tâches, salissures et usures liées aux chantiers. Toutes les fournitures utiles sont à la charge du titulaire. Les produits employés (solvants, décapants et produits de nettoyage divers), les procédés mis en œuvre (grattage, ponçage, etc.) devront être adaptés aux ouvrages et respectées les recommandations des fabricants, afin de ne pas provoquer leur altération.

8-4.5. Protections de chantier

Le titulaire est entièrement responsable de ses ouvrages jusqu'à la réception. Il doit prendre toutes précautions pour que les éléments ne soient pas détériorés compte tenu des aléas du chantier (éclats, rayures, projection de soudures, etc.). Si des défauts d'aspect étaient constatés, les ensembles endommagés seront remplacés sans que l'entrepreneur puisse prétendre à une indemnité.

Par la mise en place de systèmes et d'une organisation adaptée, le titulaire devra prendre toutes les précautions qui s'imposent pour assurer la protection des surfaces qui pourraient être tâchées ou endommagées par les travaux de revêtement.

Dans le cas d'accident entraînant la dégradation des ouvrages non protégés, ceux-ci seront remplacés ou remis en état par l'entrepreneur à ses frais.

8-4.6. Réservations, percements, passages, scellements, rebouchages et raccords

Le titulaire a la charge les percements et rebouchages, reprises d'enduit, de peinture ou autre revêtement nécessaires à l'exécution de son marché.

Dans le cas de percements dans des éléments porteurs soumis à des contraintes importantes l'entrepreneur devra obtenir l'accord préalable du Contrôleur technique et du Maître d'œuvre.

Ce dernier pourra en exiger la réalisation de plans dédiés.

Les calfeutrements effectués devront assurer les résistances au feu imposées aux parois, les PV de résistance des matériaux utilisés seront préalablement soumis à l'avis du MOE et du CT.

D'autre part, ces calfeutrements ne devront pas affaiblir les caractéristiques thermiques et acoustiques des parois correspondantes.

Les raccords après scellements, rebouchages et calfeutrements doivent assurer une finition irréprochable. Dans le cas contraire, le Maître d'œuvre pourra en exiger leur reprise aux frais de l'entrepreneur.

8-4.7. Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique

Les stipulations du CCAG sont applicables.

8-4.8. Maintien des communications et de l'écoulement des eaux

Les stipulations du CCAG sont applicables.

8-4.9. Démolition de constructions

Les stipulations du CCAG sont applicables.

Conformément aux stipulations de l'article 1-4-8 ci-avant, les consignations des têtes de DI auront lieu de **8h-17h**.

Les travaux par point chaud ou provoquant de la poussière pourront avoir lieu seulement dans cette tranche horaire et sur validation préalable du Maître d'œuvre et du Représentant de l'Acheteur.

8-4.10. Emploi d'explosifs- Engins explosifs de guerre – Matériaux dangereux

L'emploi des explosifs est interdit.

8-4.11. Dégradations causées aux voies publiques

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG, le titulaire supporte toutes les charges inhérentes aux dégradations qu'il a causées sur les voies publiques.

8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé

Sans objet.

8-6. Registre de chantier

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG, il n'est pas prévu de registre de chantier.

ARTICLE 9. CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX

9-1. Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

9-1.1. Vérification des matériaux et produits – Essais et épreuves

Les essais et épreuves de matériaux et produits prévus par les normes homologuées listées au CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le PAQ à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et épreuves de matériaux et produits non prévus au PAQ et demandés par le Maître d'œuvre sont à la charge du Maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

9-1.2. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrages prévus par les normes homologuées listées au CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le PAQ à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et contrôles non prévus au PAQ et demandés par le Maître d'œuvre sont à la charge du Maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 38 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

9-2. Réception

9-2.1. Réception des ouvrages

Les stipulations du CCAG sont applicables, compte tenu des compléments suivants : la réception des ouvrages ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies au CCTP.

Par dérogation aux articles 41.1 à 41.3 du CCAG :

- Le délai maximal dans lequel le Maître d'œuvre procède aux opérations préalables à la réception des ouvrages est fixé à 10 jours ouvrés à compter de la date de réception de la lettre du titulaire l'avisant de l'achèvement des travaux ou de la date de réception de l'avis mentionné à l'article 41.1 du CCAG ou de la date indiquée dans cet avis pour l'achèvement des travaux si cette dernière date est postérieure ;
- Le titulaire est chargé d'aviser le représentant du maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre de la date à laquelle ces travaux sont ou seront considérés comme achevés.
- La réception a lieu à l'achèvement des travaux ; elle prend effet à la date de cet achèvement ;

Postérieurement à cet avis la procédure de réception se déroule comme il est stipulé à l'article 41 du CCAG.

Par dérogation aux articles 41.1.2 et 41.1.3 du CCAG, dans le cas où le Maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage n'ont pas fixé la date des opérations préalables à la réception, la réception ne sera pas acquise.

9-2.2. Réceptions partielles

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-5. Documents fournis après exécution

L'élaboration du dossier des ouvrages exécutés (DOE) est à la charge du titulaire, sous la forme définie ci-après.

9-5.1. Exemplaires

Le prototype du DOE sera soumis à l'approbation du Maître d'œuvre. Le DOE fera l'objet de visas sous 15 jours ouvrables. Le DOE sera ensuite remis en un (1) exemplaire papier et trois (3) exemplaires dématérialisés, sous forme de fichiers informatiques rassemblés sur clé USB.

Seuls les formats et caractéristiques des fichiers informatiques suivants seront acceptés :

- Les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour AutoCad. Le Maître d'œuvre remettra à cet effet un modèle d'organisation de calques à respecter ;
- Les autres documents, ppt, doc, xls, pour Microsoft Office sxw, sxc, odc, odp, odt. ;
- Ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip ;
- Leurs noms devront répondre à la charte du SNIA, mentionnée à l'article 8-2 ci-avant ;
- L'architecture des fichiers informatiques sera calquée sur l'organisation des dossiers papier.

9-5.2. Présentation

Un sommaire listera l'ensemble des documents remis au titre des DOE. En préambule seront fournis la notice de présentation de la réalisation des ouvrages et la liste des entreprises intervenues sur le chantier et leurs coordonnées.

Pour la version papier, chacun des exemplaires du DOE se présentera sous la forme d'un ou plusieurs classeurs qui contiendront tous les documents listés ci-après.

Chaque classeur devra être soigneusement étiqueté avec toutes les références nécessaires :

- Intitulé de l'opération ;
- Nom de l'Entreprise en charge et coordonnées ;
- Nom du correspondant ;
- Numéro d'ordre du classeur.

Chaque classeur comportera son sommaire particulier. Tous les documents devront comporter sur le cartouche, la mention DOE en gros caractères. Un indice de révision spécifique sera attribué à cet effet, les documents de grandes tailles seront disposés dans les pochettes plastiques ou pochette à plans transparentes.

9-5.3. Contenu

Pour chaque lot/chapitre, le dossier comprendra au minimum l'ensemble des documents validés et mis à jour pendant les périodes de préparation et d'exécution des travaux, accompagné des pièces complémentaires listées ci-après et organisés en 4 parties suivantes :

1 - Documents généraux :

- Sommaire ;
- Conditions de réception des ouvrages (fiches d'essais préalables, autocontrôles, PV de réception, etc.) ;
- Notes de calculs ayant permis l'établissement et la définition des ouvrages suivant spécification du C.C.T.P. mises à jour ;
- Rapports des contrôleurs techniques (réglementaire, état zéro des installations, etc.).

2 - Plans et pièces graphiques :

- Sommaire ;
- Tableau d'évolution des plans (indices, dates et objets de modifications) ;
- Tous les plans d'exécution des ouvrages ;
- Tous les plans d'atelier et de chantier ;
- Tous les plans de synthèse ;
- Tous les schémas de principe et synoptiques, de distribution et d'implantation.

3 - Fiches techniques de produits :

- Sommaire ;
- Liste des matériels et des produits réellement mis en œuvre dans chaque local avec les fiches commerciales et techniques,
- Marques et références dans la marque, adresse, téléphone et télécopie du fournisseur ;
- Notices fabricants de fonctionnement des installations ;
- Notices fabricants d'entretien des installations ;
- Procès-verbaux de classement ou certificats officiels, pour les matériaux ou équipements en faisant l'objet ;
- Attestation de garantie du constructeur, pour les matériaux ou matériels en bénéficiant ;
- Conditions de garantie des équipements (durée, main d'œuvre et déplacement pour remplacement des pièces défectueuses, dépannage, entretien gratuit pendant la première année, etc.) ;
- Tous les documents dus après exécution et décrits dans les C.C.A.G., C.C.T.G., C.C.T.P. et C.C.T.C.

4 – Exploitation et maintenance (Seulement pour les lots techniques) :

- Coordonnées du service dépannage pour le gros matériel tel que groupe électrogène, onduleurs, autocommutateur, ascenseurs, etc. ;
- Les notices d'exploitation des équipements techniques qui complètent les notices de fonctionnement et aborde le cas des fonctionnements normaux et précisent les éléments suivants :
 - Le rappel des principes de fonctionnement des circuits et les références des schémas généraux et synoptiques ;
 - L'ensemble des procédures marche/arrêt (manuel, automatique, normal, secours, urgence) avec l'ordre des enclenchements pour chaque phase et les sécurités correspondantes ;
 - L'ensemble des paramètres de conduite (valeur normales, écarts tolérés correspondant aux limites d'utilisation, écarts limites de fonctionnement (seuils, dysfonctionnement, alarmes) ;
 - La liste des défauts amenant la coupure ;
 - Les procédures de modifications des réglages et des points de consignes (abaques de fonctionnement et de réglage) ;
 - Les procédures de manœuvres (Consignes de sécurité, conditions préliminaires à la manœuvre, description de la manœuvre et commentaires, et description des moyens de contrôle du bon déroulement de la manœuvre) ;
 - L'ensemble des positions des organes de manœuvre ;

- L'ensemble des indications des appareils indicateurs et des appareils de mesure, pour un fonctionnement normal ;
- L'ensemble des renseignements techniques propres à l'opération.
- Les notices de maintenance des équipements techniques qui complètent les notices de fonctionnement et aborde le cas des fonctionnements hors limites et des dysfonctionnements et précisent les éléments suivants :
 - Qui joindre en cas de problème ;
 - L'aide au diagnostic en cas de panne ou de fonctionnement hors des conditions normales ;
 - Liste des outils non-standards nécessaires à une intervention sur le site ;
 - Liste des consommables et des pièces de rechange indispensables sur le site (y compris quantité pour stock) ;
 - Les gammes d'intervention, par ordre de priorité,
 - Les conditions de sécurité,
 - Les conditions d'accessibilité,
 - Le rappel des visites et de leur périodicité,
 - Les gammes de travaux,
 - Les modes opératoires de démontage/remontage.
- Les propositions de contrats d'exploitation et de maintenance préventive et corrective pour les équipements techniques particuliers, intégrant les éléments suivants :
 - La liste des opérations de surveillance et de contrôle à effectuer ;
 - la liste, la périodicité des opérations nécessaires à son exploitation (nettoyage intérieur et extérieur, consommation des fluides, conduite des composants techniques, entretien courant, etc.) ;
 - la liste, la périodicité et le contenu de l'ensemble des opérations de maintenance préventive ;
 - Le détail des manœuvres liées à la conduite ou à l'utilisation de l'équipement ;
 - Le tableau d'anomalies comportant : symptôme, cause, remèdes ;
 - Les paramètres de réglages définis lors des essais ou tests préalables à la réception ;
 - La liste des pièces de rechange de première urgence ou ayant un long délai d'approvisionnement.

9-6. Délai de garantie

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-7. Garanties particulières

9-7.1. Garantie de bon fonctionnement des installations

Le titulaire garantit le Maître d'ouvrage, pendant **un délai de 2 ans** à partir de la date d'effet de la réception des travaux, contre tout défaut de fonctionnement des installations ou des éléments d'installations techniques.

Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du Maître de l'ouvrage, toutes les réparations nécessaires et à remplacer gratuitement toute pièce défectueuse dans le délai de 8 jours à compter de l'ordre de service d'intervenir, que la défaillance des installations soit imputable à la mauvaise qualité des matériels et matériaux, aux conditions d'exécution ou à une erreur de conception des ouvrages.

En cas d'urgence, le titulaire s'engage à intervenir dans **un délai de 72h**.

Le titulaire est dégagé de ses obligations si le défaut de fonctionnement provient du fait de l'utilisateur.

ARTICLE 10. RESILIATION

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RA des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le Maître d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 50.3.1.h du CCAG.

Par dérogation à l'article 50.3.1 du CCAG :

- L'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché pour faute du titulaire, par décision du RA, aux frais et risques du déclarant.
- Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le Maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le Maître d'ouvrage peut résilier le marché pour ce motif, conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP et dans les conditions de l'article 51.1.2 du CCAG.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en sauvegarde, en redressement judiciaire ou en liquidation judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le Maître d'ouvrage peut résilier le marché dans les conditions de l'article 50.1.2 du CCAG.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au Maître d'ouvrage.

Dans le cas où le Maître d'ouvrage résilie pour motif d'intérêt général, le pourcentage d'indemnisation prévu au premier alinéa de l'article 50.4 du CCAG est fixé à 5%.

Dans le cadre d'une résiliation nécessitant l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi que l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier, le titulaire, ou ses ayants droits, tuteur, administrateur, ou liquidateur seront convoqués par lettre recommandée avec avis de réception postale ou sous forme électronique dans les conditions fixées à l'article 1-3.10 ci-dessus.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION

Sans objet.

ARTICLE 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, de l'AE et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

AE 3-1.	déroge à l'article	18.1.1 du CCAG
CCAP 1-6.3.4	déroge à l'article	8.1.3 du CCAG
CCAP 1-7.5.1	déroge à l'article	20.1 du CCAG
CCAP 1-9	déroge aux articles	3.8.1 et 3.8.2 du CCAG
CCAP 2	déroge à l'article	4.1 du CCAG
CCAP 3-1.1	déroge à l'article	18.3 du CCAG
CCAP 3-2.2	déroge à l'article	9.1.1 du CCAG
CCAP 3-2.3	déroge aux articles	13 et 14.4.3 du CCAG
CCAP 3-2.5	déroge à l'article	13.4.4 du CCAG
CCAP 3-2.7	déroge à l'article	10.4 du CCAG
CCAP 3-3.3	déroge aux articles	13.2.1, 20.1.4 et 20.2 du CCAG
CCAP 3-3.4	déroge à l'article	9.4.4 du CCAG
CCAP 3-6	déroge à l'article	14.4.3 du CCAG
CCAP 4-3	déroge aux articles	19.2.1 et 19.2.2 du CCAG
CCAP 4-3.1	déroge à l'article	19.2.3 du CCAG
CCAP 4-3.2	déroge à l'article	19.2.3 du CCAG
CCAP 4-4.10	déroge à l'article	19.2.3 du CCAG
CCAP 6-3	déroge aux articles	24.5 et 24.7 du CCAG
CCAP 7-5	déroge à l'article	27.3.1 du CCAG
CCAP 8-1	déroge aux articles	28.2.2 2ème alinea et 28.2.3 du CCAG
CCAP 8-2	déroge à l'article	29.1.4 du CCAG
CCAP 8-4.1	déroge aux articles	9.1.1 et 31.1.2 du CCAG
CCAP 8-4.11	déroge à l'article	34.1 du CCAG
CCAP 8-6	déroge à l'article	28.5 du CCAG
CCAP 9-1.1	déroge à l'article	24.7 du CCAG
CCAP 9-1.2	déroge à l'article	38 du CCAG
CCAP 9-2.1	déroge aux articles	41.1 à 41.3 et 42.1 et 42.3 du CCAG
CCAP 9-2.1	déroge aux articles	41.1.2 et 41.1.3 du CCAG
CCAP 9-5	déroge à l'article	40 du CCAG
CCAP 10	déroge à l'article	53.3.1 du CCAG